

DU 02 DEC. 2018
AU 08 MAI 2019

AU MUSÉE DE LA
RÉSISTANCE DE BONDUES

EXPO
#2019

Musée de la
Résistance
de Bondues



1939 > 1945



RÉPRESSIONS & DÉPORTATIONS

EN FRANCE ET EN EUROPE



LIVRET D'EXPO



FRANZÖSISCHES
LILL
DEUTSCH

Strafverfügung

Entlassungsschein

Roussseau

Arthur

10.8.97

Kasn.

Aufgestellter

Belg.

Tourcoing

20.7.1942 - 12,00 Uhr

20.7.1942

Gefangenis Lille-Loos

Beauftragter

Beauftragter

DER KOMMANDANT
I. A.

Mohr

Die Bestrafen sind hienach
unterteilt konstatieren

CHES KONTR

Name :

Geburtsdatum

B r u f :

Staatsangeh.

Wohnun

Tag u. Z

Von welcher Dienststelle Franz. Gefangenis

Freisetzung :

Beauftragter

Beauftragter

DER KOMMANDANT
I. A.

Mohr

Die Bestrafen sind hienach
unterteilt konstatieren

CHES KONTR

RÉPRESSIONS ET DÉPORTATIONS EN FRANCE ET EN EUROPE, 1939-1945

En lien avec le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2018-2019, « RÉPRESSIONS ET DÉPORTATIONS EN FRANCE ET EN EUROPE, 1939-1945 : ESPACES ET HISTOIRE », ...

... l'exposition réalisée par le Musée de la Résistance de Bondues, l'association *Souvenir de la Résistance et des Fusillés du Fort de Bondues* et l'AFMD-DT59 est destinée aux élèves des établissements qui préparent le CNRD.

Le livret reprend l'essentiel du texte des différents panneaux de l'exposition et quelques documents présentés. Pour compléter l'exposition, ou plutôt la prolonger, nous proposons des « focus » sur des aspects ne pouvant être intégrés dans l'exposition afin d'en privilégier la lisibilité.

Ces trois focus proposent aux élèves (et à leurs enseignants) des pistes pour travailler sur la longue durée ou approfondir la réflexion sur certains aspects dans une démarche interdisciplinaire. Mais aussi à varier les supports utilisés dans le cadre de la préparation aux épreuves individuelles et aux travaux collectifs en s'appuyant sur le PEAC.

Certains termes sont accompagnés d'un astérisque et sont ainsi définis à la fin du livret, où vous trouverez également une bibliographie non exhaustive des ouvrages disponibles au Musée de la Résistance de Bondues sur le thème de l'exposition.

Cette exposition est initiée par l'Association *Souvenir de la Résistance et des Fusillés du Fort de Bondues*, l'AFMD-DT 59 et le Musée de la Résistance de Bondues.

Équipe scientifique :

Odile Louage, Commissaire d'exposition
Marie-Christine Bouche
Béatrice Bricout
Pascale Cazeel
Guillaume Delhaye
Monique Heddebaut
Hélène Priego
Pascale Saunier
Jean-Christophe Urbanski

Laurette Marotel, professeur missionnée au Musée par le Rectorat a réalisé le livret de visite ;

Claire Crétel-Diest, chargée de conservation et d'animation au Musée, s'est occupée de la coordination ;

Pascal Dupont, infographe, a conçu le graphisme de l'exposition ;

Et Hervé Bouche a relu les textes.

SOMMAIRE

01 - L'Europe à la veille de la guerre

02 - Septembre 1939, la Pologne terrassée

03 - L'offensive à l'Ouest : mai 1940

04 - Déportation et répression dans une France défaite et occupée

Focus : Addi Bâ Mamadou : le « terroriste noir »

05 - La répression en France occupée

06 - La zone rattachée

07 - L'Union Soviétique dans la guerre

Focus : crime de guerre, crime contre l'humanité, génocide : le massacre de Katyn

08 - Déportations raciales et génocides

08bis - Déportations raciale et génocides

09 - Déportés au service de l'économie allemande et de l'effort de guerre

10 - Le déchaînement répressif

Focus : le massacre d'Ascq

11 - Détuire les preuves des crimes

12 - Redéfinir les libertés démocratiques

Lexique

Bibliographie



L'EUROPE À LA VEILLE DE LA GUERRE

1 - UNE EUROPE PROFONDÉMENT MODIFIÉE PAR LES TRAITÉS

En vertu du principe wilsonien du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », les grands empires (allemand, austro-hongrois et ottoman) ont disparu. De nombreux petits États ont été créés sur des bases linguistiques, ethniques ou culturelles.

Les frontières sont remises en cause : victoire mutilée pour l'Italie, *diktat* de Versailles pour l'Allemagne, humiliation du traité de Riga pour l'URSS ...

On assiste à une volonté de remise en cause des accords internationaux, de la SDN et à la tentation de l'expansionnisme*.

2 - DANS CETTE EUROPE NOUVELLE S'OPÈRENT DES TRANSFORMATIONS POLITIQUES MAJEURES

Les démocraties libérales sont en crise : fondées sur des élections libres, la séparation des pouvoirs, les libertés individuelles, l'état de droit, elles ont du mal à gérer les difficultés de l'après-guerre, les antagonismes idéologiques, et surtout les crises économiques et sociales des années 30.

Des dictatures se mettent en place dans de nombreux pays : Autriche, Roumanie, Pologne, Hongrie, Grèce, Portugal, Espagne, où se déroule une guerre civile entre républicains et nationalistes.



Carte des régimes politiques en Europe en 1939. Extrait du manuel *Histoire 1ère*, Belin, 1988

Des régimes d'un type nouveau apparaissent : les États totalitaires qui ont des caractères communs :

- un parti unique qui contrôle tous les organismes de l'État : PNF* en Italie, NSDAP* en Allemagne, PCUS* en URSS ;
- un chef charismatique, clef de voûte de l'État totalitaire.
- un État qui contrôle toute l'activité économique, une société au service du pouvoir par la propagande, le formatage idéologique et l'encadrement de la jeunesse.

Les idéologies sont différentes selon les pays :

- Le **fascisme** est une idéologie de l'État et de la Nation : primauté de l'intérêt de la Nation.
- Le **nazisme** est une idéologie de la race fondée sur le droit du sang : la race aryenne est une race supérieure.
- Le **stalinisme** est une idéologie de la classe pour établir la dictature du prolétariat ; il propose de détruire le monde bourgeois et ceux qui s'opposent à la société communiste sans classe.

3 - RÉPRESSION ET DÉPORTATION

Le contrôle de la population est constant ; les libertés individuelles n'existent plus.

- **En Italie**, l'assassinat du député socialiste Matteoti déclenche le vote des lois fascistissimes* en 1924 qui suppriment les libertés. 5 000 opposants sont envoyés dans le « bagne de feu » des îles Lipari.

- **En Allemagne**, la *SS (Schutzstaffel)* = garde personnelle de Hitler) élite du mouvement nazi est placée à la tête de toutes les polices et notamment de l'Office central de sécurité du *Reich, SIPO-SD*. La *SS* est chargée du système concentrationnaire.

1933 : ouverture des premiers camps de concentration (Dachau) où sont envoyés les ennemis du *Reich*, politiques (*KPD, SD, Zentrum*), raciaux et droits communs.

1933 : 26 789 déportés dans les camps de concentration nazis.

1935 : 7 000 à 9 000 déportés.

Oct 1938 : 24 000 déportés.

Nov 1938 : 60 000 déportés.

1939 : 20 000 déportés.

- **En URSS**, les organes de répression se succèdent : Tchéka* de 1917 à 1922, OGPU ou Guépéou (direction principale d'État) de 1922 à 1934 et le *NKVD* (Commissariat du peuple) de 1934 à 1946 dirigé par Beria.

Sont déportés dans les camps les opposants politiques et les catégories sociales nuisibles.

1,8 million de *koulaks* sont déportés lors de la collectivisation des terres entre 1930 et 1932.

Lors de la grande terreur, les ennemis du peuple sont jugés lors de trois procès de Moscou 1937-1938 par le procureur Vychinski.



Détenus dans le camp de concentration de Dachau en 1933. Coll.AKG-Images

« Les monstres de la bande boukhariniens et trotskistes » sont condamnés à être fusillés : on compte plus de 750 000 exécutions.

« Il y a mille différences entre nazisme et communisme mais ils ont une chose en commun : l'hostilité déclarée aux libertés de l'individu ». P. Hassner revue *Histoire*, oct 2000



Détenus dans le camp de travail du canal mer Baltique-mer Blanche en 1932-1933. Coll. Musée de Petrozavodsk

SEPTEMBRE 1939 LA POLOGNE TERRASSÉE

L'Allemagne nazie veut instaurer un nouvel ordre européen reposant sur la domination de la « race aryenne », lavant le sentiment d'humiliation après la défaite de 1918 et le *Diktat* du traité de Versailles. Dès 1938, Hitler annexe des territoires par une série de coups de force pour mettre en application sa théorie du *Lebensraum* (espace vital) : mars 1938, annexion de l'Autriche (*Anschluss*), septembre, annexion d'une partie de la Tchécoslovaquie (Sudètes), mars 1939, annexion de la Bohême-Moravie. Pendant l'été 1939, Hitler réclame la restitution de Dantzig, ville peuplée en grande partie d'Allemands. La Pologne est donc la prochaine étape.

1 - LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE 23 AOÛT 1939

Hitler construit son ascension politique sur un anticommunisme virulent et a signé avec le Japon un pacte anti-*kominintern* en novembre 1936. Pourtant, le monde apprend avec stupéfaction que c'est au Kremlin, dans la nuit du 23 au 24 août 1939 que les ministres des affaires étrangères de l'Union Soviétique et du III^{ème} Reich, Molotov et Ribbentrop, signent le pacte de non-agression entre leurs deux pays.

Au pacte proprement dit par lequel les deux pays s'engagent à ne pas s'agresser l'un à l'égard de l'autre, est joint un protocole secret partageant la Pologne et permettant à l'URSS d'annexer les États baltes ainsi que la Bessarabie. Pour réussir sa conquête de l'Europe, l'Allemagne nazie doit (leçon de la Première Guerre mondiale) éviter de combattre sur deux fronts à la fois. Le pacte prend corps dès la Pologne vaincue.

2 - L'INVASION, SEPTEMBRE 1939

« Soyez durs, soyez sans pitié, agissez plus vite et plus brutalement que les autres. Les citoyens d'Europe occidentale doivent trembler d'effroi », discours d'Hitler aux commandants en chef des trois armées, le 22 août 1939.

C'est une nouvelle forme de guerre abolissant la distinction entre civils et militaires qui vise à l'anéantissement complet (politique, militaire, moral) de l'adversaire. Les troupes allemandes (50 divisions, 1,5 million d'hommes) entrent en Pologne (39 divisions, 900 000 hommes) sans déclaration de guerre et la terreur commence le 1^{er} septembre à 4h20 du matin. Varsovie est prise en tenaille.

L'écrasement de la Pologne en septembre 1939 et les annexions allemandes et soviétiques en 1939-1940. Tiré du manuel *Histoire Terminales*, Hachette Education, 1998



3 - LA POLOGNE, TERRAIN D'EXPÉRIMENTATION DE LA POLITIQUE NAZIE (1)

La Pologne est présentée comme un « État temporaire » et « spoliateur ». Ses élites (officiers, nobles, fonctionnaires) sont massacrées : les Allemands veulent faire de la Pologne une terre de colonisation germanique en éliminant les Slaves et surtout les Juifs dont le regroupement et le massacre commencent dès la fin des combats.

En octobre 1939, Himmler, nommé « commissaire du *Reich* pour le renforcement de la germanité », ordonne la purification ethnique de la partie occidentale de la Pologne.

La destruction de la nation polonaise passe par la formation de groupes d'intervention associés à des milices d'autodéfense dont l'instrument est l'*Einsatzgruppe**.

4 - L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE, UNE TERREUR IDENTIQUE (1)

L'Armée Rouge maintient sous sa coupe des prisonniers de guerre et des civils qui ont travaillé pour l'État. Ils sont coupables de « crimes contre la révolution » et d'activités « contre-révolutionnaires ». Il s'agit d'intellectuels, de politiciens, de fonctionnaires.

Des déportations de Polonais sont organisées vers l'Est de l'URSS.

Le pouvoir soviétique se présente comme le grand libérateur des minorités nationales de la domination polonaise et le grand défenseur des paysans contre leurs maîtres. Il décapite la société polonaise.

(1) développement : panneau 7 et focus 2

L'OFFENSIVE À L'OUEST EN 1940

Afin de poursuivre ses objectifs à l'Est, Hitler doit neutraliser à l'Ouest, la France et le Royaume-Uni.

1 - LA DÉFERLANTE DU PRINTEMPS 1940

- **9 avril** : invasion simultanée de la **Norvège** et du **Danemark** à des fins stratégiques. Malgré l'**intervention des Franco-Britanniques à Narvik**, les livraisons du fer suédois à l'Allemagne sont préservées.

- **10 mai** : **Attaque de la Hollande et de la Belgique**, neutres. Soutenues par la *Luftwaffe*, les troupes allemandes visent les objectifs stratégiques et les villes : **Rotterdam, Calais, Arras et Dunkerque**.

- **15 mai** : **les Hollandais capitulent**, puis **les Belges**, le 28. Suivant la doctrine de la « **guerre-éclair** », les divisions blindées allemandes envahissent le Nord et le Pas-de-Calais.

après l'**opération « Dynamo »**. Les troupes allemandes se tournent alors vers le reste du territoire français.

2 - UNE INVASION BRUTALE

À la résistance d'unités françaises et britanniques (plus de 58 829 soldats morts du côté français), l'ennemi répond par l'acharnement sur les villes (bombardements) et par des massacres de prisonniers et de civils, comme à Oignies ou Aubigny-en-Artois.

20 000 bombes explosives, des dizaines de milliers de bombes incendiaires font près de 1 000 morts civiles à Dunkerque le 27 mai 1940.

Confrontés à une résistance anglaise le 22 mai 1940, des soldats de la division *SS Totenkopf* exécutent à Aubigny-en-Artois 98 civils (dont 5 femmes).

L'invasion, la peur des atrocités, les bombardements, provoquent l'Exode (ou Évacuation) de 6 à 10 millions de civils terrorisés, sous le feu des *Stukas*.



Le monument aux fusillés d'Aubigny en-Artois.
© Pascale Cazeel

3 - UNE RÉPRESSION IMMÉDIATE

Dans les territoires occupés, l'administration allemande, civile (Hollande) ou militaire (Belgique, Nord-Pas-de Calais), impose ses lois répressives.

« À partir de mai 1940, c'en était fini du bon temps, d'abord la guerre, la capitulation, l'entrée des Allemands et nos misères à nous, les Juifs, ont commencé ».
Journal d'Anne Frank, 10 ans en mai 1940, cachée à Amsterdam.

Rédigés d'abord en allemand, les avis et proclamations montrent la volonté de l'occupant de soumettre les populations. Toute forme de délit contre l'occupant est sévèrement réprimée.

Au total, l'offensive allemande fait 2 500 victimes civiles en Hollande, 6 000 en Belgique et 21 000 en France.



Affiche trilingue annonçant le décret du 2 septembre 1940 pour la répression des actes de sabotages. Coll. Musée de la Résistance de Bondues

DÉPORTATION ET RÉPRESSION DANS UNE FRANCE DÉFAITE ET OCCUPÉE

1 - LA DÉFAITE DE 1940 : "VAE VICTIS"

a) L'Armistice du 22 juin 1940

Ses clauses politiques démontrent une volonté d'organiser la répression contre les ennemis du Reich.

Les trois cinquièmes de la France sont occupés par l'armée allemande et une ligne de démarcation sépare zone occupée et zone libre.

Les prisonniers de guerre restent captifs jusqu'à la conclusion de la paix.

L'article 19 exige que la France remette à l'Allemagne « tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich ». Il ne s'agit rien moins que de trahir la parole donnée aux réfugiés politiques. Les Français acceptent également selon l'article 10 que leurs nationaux qui combattraient avec un autre pays contre l'Allemagne soient traités en « francs-tireurs* », autrement dit fusillés sur le champ.

b) Le triste sort des soldats venus de l'Empire

Les troupes coloniales montrées comme « des sauvages » sont dès le printemps 40 les premières victimes de la répression nazie.

En 1919, les Allemands supportent très mal l'occupation de la rive gauche du Rhin par des troupes noires. Une propagande raciste reposant sur des accusations mensongères de viols se déchaîne.



Le découpage de la France suite à l'armistice et les camps outils de répression et de déportation. Carte extraite du *HS Le Monde* « 1940, la débâcle et l'espoir », 2010.

Les Français mépriseraient les Allemands au point de les faire garder par des Noirs et désireraient abâtardir leur race par des mélanges. En 1940, les Allemands ne peuvent pas supporter de revoir des hommes noirs occuper leur sol même en qualité de prisonniers. Ils sont donc internés en France dans des *Frontstalags**. Ceux qui s'évadent rejoignent la Résistance comme le Guinéen Addi Bâ qui participe à la création d'un maquis dans les Vosges.



Le Tata de Chasselay (Rhône), cimetière de 194 tombes datant de 1942 qui rappellent les constructions traditionnelles en terre au Mali ou au Sénégal. Lorsqu'ils sont faits prisonniers le 19 juin 1940, les tirailleurs sénégalais sont exécutés par balles ou écrasés par les chenilles des *panzers* de la *SS Totenkopf-Division*

2 - LE RÉGIME DE VICHY : SECONDER LA FOLIE CRIMINELLE DE L'OCCUPANT

a) Le régime d'exclusion

Pour prouver aux Allemands sa capacité à faire respecter sa souveraineté, mais aussi parce que imprégné d'idéologie maurrassienne*, certains ennemis leur sont communs, le gouvernement de Pétain désigne des « indésirables » et les pourchasse :

- Les **étrangers** sont séparés de la communauté nationale et enfermés, en zone Sud, dans une trentaine de camps.

- Dès août 1940, les **loges maçonniques** sont interdites et des listes de leurs membres sont publiées au Journal Officiel.

- Un **statut des Juifs** est promulgué le 3 octobre 1940 puis un second le 2 juin 1941. Ils sont exclus de nombreux métiers. Leurs biens sont « aryanisés ».

- Les **communistes** sont pourchassés et désignés comme otages à l'occupant.

À partir de 1942, le régime de Pétain accepte d'effectuer lui-même les

rafles ; comme à Paris le 16 juillet (Vel d'Hiv) ou à Lille le 11 septembre.

Sur une estimation de 320 000 Juifs en France avant la guerre, 76 000 seront déportés, dont plus des quatre cinquièmes arrêtés par des représentants de l'ordre français.

b) Des camps d'internement français

Même si les premiers camps sont l'oeuvre de la III^{ème} République, avec l'occupation, ils se multiplient et deviennent des instruments de répression contre « les indésirables » désignés par Vichy avant de jouer un rôle dans la solution finale.

Dans notre région, le camp de Doullens est créé dans la citadelle par les préfets du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme le 9 septembre 1941.

En juin 1942, le nombre de détenus s'élève à 455.

Des profiteurs du marché noir mais aussi des communistes, des Juifs, des otages y sont internés dans le plus grand dénuement.

c) La Milice

Elle est créée le 30 janvier 1943 sous le commandement de Joseph Darnand (1897-1945). Elle se montre très active dans la répression des maquis et se livre à des exactions à l'encontre des résistants et des Juifs, radicalisant son action avec le temps. Elle assassine des personnalités comme Victor Basch, Jean Zay et Georges Mandel. En janvier 1944, la nomination de Darnand comme secrétaire général au Maintien de l'ordre illustre la fascisation du régime de Vichy.

Tract antisémite distribué à l'occasion de l'exposition itinérante « Le Juif et la France » en 1942. Coll. Musée de la Résistance, Bondues



ADDI BÂ MAMADOU : LE "TERRORISTE NOIR"

Lorsque la guerre éclate, Addi Bâ, né en Guinée le 25 décembre 1916, est installé en métropole depuis plusieurs années. Affecté au 12^e régiment de tirailleurs sénégalais, il est l'un des 60 000 hommes venus des colonies qui se retrouvent en première ligne face à l'offensive allemande de 1940.

En pleine débâcle, la confusion la plus totale règne dans toute la France.

La population est sur les routes, les Allemands conquérants prennent leurs quartiers dans les villages, l'armée française est en déroute. Du côté de Neufchâteau, Harréville, Bourmont, les forêts grouillent de tirailleurs en fuite.

Les Allemands ne font pas de quartier avec les Africains. Ils organisent même des « chasses aux nègres ».

Fait prisonnier, Addi bâ parvient à s'échapper avec ses camarades à la faveur d'une beuverie de leurs gardiens allemands. Cachés dans les bois, ils reçoivent l'aide de certains habitants. Certains passent en Suisse, d'autres, comme lui, restent. Il décide de poursuivre le combat et s'engage alors dans la résistance.

Fin 1940, Addi Bâ s'installe donc à Tollaincourt, dans une maison inhabitée mise à disposition par le



maire, Louis Dormois. Vêtu de son uniforme de l'armée française, il va et vient librement, sans se soucier des Allemands, qui, passée la Débâcle, sont beaucoup moins présents dans la région.

Dès 1940, Addi Bâ est mis en contact avec deux habitants de Lamarche, Marcel Arburger et Georges Froitier, qui appartiennent au réseau naissant de résistance. C'est avec eux qu'il organise l'évacuation de ses camarades tirailleurs vers la Suisse. Mais au fil des mois, il semble multiplier les contacts et les activités clandestines dans les villages environnants. Au printemps 1943 naît le maquis de la Délivrance pour lequel Addi Bâ est chargé d'assurer le ravitaillement.



Le 15 juillet, le maquis tombe aux mains des troupes allemandes. Addi Bâ, qui se trouve à Tollaincourt, est arrêté. Il tente de s'échapper en sautant par une fenêtre mais est rapidement fauché par les tirs allemands. Blessé aux jambes, Addi Bâ est conduit à la prison de la Vierge, à Épinal, avec les quelques maquisards raflés. Il y est torturé. Durant ce même mois de septembre, Marcel Arbuger est pris à Dijon. Il rejoint son camarade à la prison d'Épinal. L'un et l'autre passent en jugement le 3 décembre devant la cour de justice de la *Feldkommandantur* 622. Addi Bâ, « nègre, employé aux écritures arabes », âgé de 27 ans, et Arbuger sont condamnés à la peine de mort pour « acte de francs-tireurs ». Huit autres accusés sont condamnés pour leur part à des peines de prison.

Certains d'entre eux seront déportés. Après le rejet du recours en grâce sans doute très formel adressé au Général Karl-Heinrich von Stülpnagel, commandant militaire de la *Wehrmacht*, les deux condamnés sont fusillés le 18 décembre 1943.

Aucune mention n'est faite dans son rôle pour la libération de la France : ce sont deux hommes, le colonel Maurice Rives et Hubert Mathieu, qui réussissent à le sortir de l'oubli. Deux médailles lui seront attribuées à titre posthume 60 ans après son arrestation. Ses deux neveux, Mamadou et Ibrahima, (ci-contre avec Hubert Mathieu, 13 juillet 2003, Epinal) sont invités à la cérémonie

par l'office national des anciens combattants d'Epinal. Leur périple est filmé par Gilles Nivet, dans un documentaire de 2003.

Un site internet, tenu par Etienne Guillermond, journaliste indépendant auteur du livre *Addi Bâ, Résistant des Vosges*, éditions Duboiris, 2013, présente, depuis 2009, la somme des connaissances rassemblées autour du personnage d'Addi Bâ.



LA RÉPRESSION EN FRANCE OCCUPÉE

1 - LE MBF – COMMANDEMENT MILITAIRE EN FRANCE

Le MBF, commandé par Otto von Stülpnagel puis son cousin Carl-Heinrich von Stülpnagel, dispose de 100 000 hommes de la *Wehrmacht* pour assurer l'ordre en France. Il s'appuie sur plusieurs services de « police » et de sécurité.

La répression allemande est, au début de l'occupation, tout à fait légaliste. Elle s'appuie sur les tribunaux militaires de l'Armée de Terre, de l'Air (réputé plus sévère) et de la Marine.

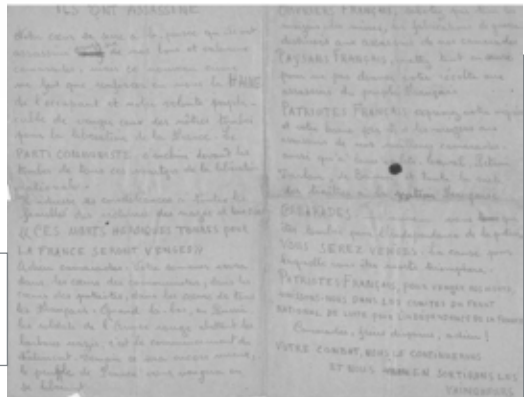


2 - LA POLITIQUE DES OTAGES

En réponse aux premières actions armées de l'été 1941, l'occupant, par la voix du Maréchal Keitel, instaure en septembre un « code des otages ».

La relative faiblesse numérique des troupes d'occupation pousse celles-ci à impliquer les autorités françaises dans l'exécution de la répression et le choix des otages, au nom du « maintien de l'ordre ». Celui-ci est fait selon une lecture idéologique, dans la ligne de la lutte contre les éléments « judéobolchéviques ».

Tract de Jean-Baptiste Tailliez, résistant communiste fusillé à Bondueus, en hommage aux otages fusillés à Châteaubriand en octobre 1941. Coll. Musée de la Résistance de Bondueus



3 - LE DÉCRET *NACHT UND NEBEL*

En décembre 1941, le Maréchal Keitel signe un décret qui doit permettre d'alléger le travail des tribunaux militaires en zone occupée, tout en ayant une portée symbolique et dissuasive.

Il prévoit que seuls les inculpés encourant à coup sûr la peine de mort doivent obligatoirement être jugés dans leur pays, à condition que la sentence soit applicable dans un délai d'une semaine.

Les autres sont à déporter secrètement en Allemagne où ils seront internés dans un camp et/ou jugés par un tribunal civil.

Aucune information ne doit être communiquée aux autorités françaises ni à la famille, ce qui doit renforcer l'effet de terreur.

En Allemagne, de nombreux kommandos sont créés pour exploiter les détenus *NW* qui affluent.



4 - LA RÉPRESSION CONFÉE À LA SS



De fait, les hommes de la *Sipo-SD** étant peu nombreux, les autorités militaires conservent certaines tâches de police (ratissages, contrôles au couvre-feu...). L'occupant s'appuie également sur les forces de police de Vichy

(renseignements généraux, Groupes mobiles de réserve*, et à partir de janvier 1943, Milice), et sur tout un ensemble de collaborateurs, susceptibles d'infiltrer les groupes de Résistance.



Carl Oberg (à droite, avec Pierre Laval en 1943) est nommé HSSPF à Paris en juin 1942. Coll. BundesArchiv

LA ZONE RATTACHÉE

1 - UN RÉGIME D'EXCEPTION

En raison de sa situation stratégique et de sa prospérité, et pour des motifs idéologiques (région perçue comme « aryenne »), le Nord-Pas de-Calais ne dépend pas du MBF (Haut commandement militaire en France) mais est rattaché au MBB, Commandement militaire pour la Belgique et le Nord de la France, dirigé par le Général Alexander von Falkenhausen (1878-1966).

Contrairement à ce qui se passe dans le ressort du MBF, le Commandement militaire de la zone rattachée garde les rênes de la répression jusqu'en juillet 1944. Il est appuyé en ce domaine, et non guidé, par l'*Abwehr** et la *SIPO-SD**. La politique répressive du MBB se veut immédiatement rigoureuse et dissuasive.

Dans les faits, cela se traduit néanmoins par une certaine modération jusqu'à l'été 1941, malgré des condamnations à mort et des déportations précoces vers les prisons allemandes dès juillet 1940. Pendant cette première période, l'aide aux Alliés, bien que strictement prohibée, fait par exemple souvent l'objet de condamnations à l'internement ou à la déportation, plutôt qu'à la peine capitale.

L'instauration d'une « zone rouge » devant être largement évacuée le long de la zone côtière permet à l'occupant de mettre en place une politique de recensement et d'expulsion des communautés juives dès décembre 1940.



Simon et Fanny Dawidowicz de Béthune (ici avec les enfants Cadier, 1942. Coll. Fanny Dawidowicz) sont cachés par des voisins, les Delestrez, avant d'être envoyés chez les Cadier à Latapie. (Pyr.-Atl.).

Suivront les rafles génocidaires de septembre 1942 (528 personnes), d'octobre 1943 (juifs hongrois et italiens, Tsiganes) ...

2 - RÉPRESSION GRADUÉE

La grève des mineurs de mai-juin 1941, un phénomène d'ampleur sans précédent, et la structuration de la résistance communiste armée, change en profondeur l'attitude de l'occupant.

La politique des otages est plus sévère dans le Nord que celle appliquée par Keitel à Paris.

Le MBB prend appui sur l'administration locale, peu favorable aux mouvements communistes et inquiète des terribles représailles sur la population civile.



244 mineurs sont déportés suite à l'action spéciale Pütz menée conjointement par l'administration militaire et la *SIPO-SD* pour mettre fin à la grève. Pour la première fois des prisonniers français sont déportés vers les camps de concentration et non dans le système carcéral allemand. Affiche coll. Musée de la Résistance de Bondues

3 - HYPERSPÉCIALISATION DE LA RÉPRESSION

Le tournant 1942-1943 correspond à une forte période de structuration pour la Résistance « gaulliste » régionale (Voix du Nord, OCM*). Elle est donc maintenant perçue par l'occupant comme une menace, dans un contexte de défaites militaires pour l'Allemagne (Stalingrad, débarquement allié en Afrique du Nord...).

La *SIPO-SD*, qui se voit confier ces affaires car les mouvements dépassent les limites de la région, multiplie les enquêtes, en collaboration avec les services de la police militaire (*GFP*). L'automne 1943 représente donc un pic d'exécutions et de déportations.

Profondément dissuasive, la procédure *NV* est largement plus utilisée contre la Résistance par les autorités militaires de la zone rattachée que dans le reste de la France.

Autre spécificité de la zone rattachée, la création d'un service spécial de l'*Abwehr*, « l'Ange gardien des V1 », étudié par l'historien Laurent Thiery. Implanté à Arras en décembre 1943, ce service est voué à protéger les armes spéciales nazies, plus particulièrement V1 et V2. Il dispose de son propre groupement de la



Louis Helle du mouvement OCM d'Arras, condamné à mort par « l'Ange gardien des V1 », siégeant à Lille, le 18 avril 1944 et fusillé à Bondue le jour-même.

GFP et d'un tribunal spécial siégeant à Arras, puis Lille, Paris et enfin en Belgique. Son activité est totalement secrète.

4 - UNE RÉGION DANS LE GIRON DU RSHA*

En mai 1944, le *RSHA** resserre son emprise sur le *MBB* en demandant à von Falkenhausen d'évacuer progressivement les prisons de son ressort vers les camps du *Reich*. 2573 hommes, principalement belges à l'exception de 200 nordistes, sont ainsi déportés vers les camps de concentration à l'été 1944.

Après le renvoi de von Falkenhausen et son remplacement par un *Gauleiter* civil, la *SS* prend le dessus sur l'administration et le contre-espionnage militaires.



Le 1^{er} septembre 1944, la *Gestapo* de La Madeleine prend en charge la formation d'un train, dit ensuite « train de Loos », devant emmener tous les prisonniers politiques de Loos en Allemagne. Ce sont environ 900 prisonniers qui quittent la France, dont seuls 275 rentreront en 1945



DESSINS D'ILOUNA
TISSERAND, ÉLÈVE À
L'ESAAT DE ROUBAIX





L'UNION SOVIÉTIQUE DANS LA GUERRE

L'ouverture progressive des archives depuis 1990 permet de connaître de manière plus objective et documentée la réalité du *goulag* et de la répression en URSS.

1 - DÉFINITION DU GOULAG

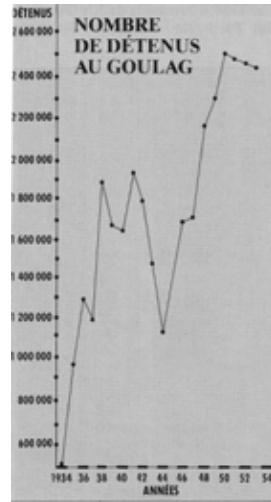
Le *goulag* est l'administration principale gérant les camps soviétiques et dépendant du commissariat du peuple à l'intérieur.

Il existe plusieurs types de camps où sont enfermés les détenus pour activités anti-soviétiques ou les éléments criminels socialement dangereux :

- ITL (*Ispravitelno-troudovoilager*), un camp de travail correctif pour les peines supérieures à cinq ans.
- ITK (*Ispravitelno-troudovajakolonia*), une colonie de travail correctif, pour les peines plus courtes.
- Les villages de travail en zones spéciales où sont assignés à résidence les colons spéciaux.

Installés dans des régions inhospitalières, les camps sont mal gérés. « Des camps où l'abandon se combine avec un travail forcé chaotique », Annah Arendt dans « Le système totalitaire », Paris, Le Seuil, 1973 p. 183

En 1942-43, le taux annuel de mortalité est de 20% à cause d'un mélange d'indifférence, de négligence criminelle, de pragmatisme et de cynisme.



2 - LA RÉPRESSION PENDANT LA GUERRE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR L'ARMÉE ROUGE

En septembre 1939, après le partage de la Pologne entre Allemands et Soviétiques, l'URSS reçoit 250 000 soldats et officiers polonais, dont une partie sera utilisée comme esclaves.

Huit premiers camps sont mis en place par le NKVD*. Beaucoup de ces officiers sont des réservistes : journalistes, médecins, artistes, ingénieurs, « représentants de la Pologne ex bourgeoise ».

Au nom de la classe ouvrière, il faut :

- Supprimer la bourgeoisie et la classe dirigeante dans les territoires conquis et imposer la domination soviétique.

- Déporter les familles et exécuter les officiers prisonniers (décision du Politburo en mars 1940).

- Déporter les minorités ethniques dans les territoires les plus reculés du Kazakhstan, de Sibérie, de l'Asie centrale, de l'Oural : 40 500 Baltes, 408 525 Polonais sont déportés en 1940-41.



Évocation actuelle à Varsovie des différents lieux de massacres d'officiers polonais en avril-mai 1940. Photo Odile Louage

- Punir les collaborateurs dans les territoires libérés par l'armée rouge. En juillet 1946, 338 000 « vlassoviens » (volontaires russes de la *Wehrmacht*) sont condamnés à 6 ans de déportation en Sibérie au Kazakhstan dans le Grand Nord, pour collaboration ou « trahison de la patrie ».

3 - MASSACRE DES PRISONNIERS DE GUERRE SOVIÉTIQUES

À partir du 21 juin 1941, Hitler a conduit à l'Est une guerre d'extermination dans sa croisade contre le bolchevisme, les juifs et les partisans. Les Allemands n'appliquent pas les accords de Genève* concernant les prisonniers de guerre.

Himmler à Cszczecin devant des SS : « Les Slaves [...] une population dont le physique est tel qu'on peut

les abattre sans éprouver ni pitié, ni compassion [...] Le soldat bolchevik a perdu le droit d'être traité en soldat honnête ».

Sur 5 millions de prisonniers de guerre soviétiques, 3,3 millions périssent dans les camps de prisonniers parqués dans des enclos de fil de fer barbelés, pratiquement sans subsistance, sans assistance médicale.



Prisonniers de guerre soviétiques capturés par la *Wehrmacht*. Coll. Musée d'Auschwitz

CRIME DE GUERRE, CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, GÉNOCIDE : LA MASSACRE DE KATYN

5 mars 1940 : Staline ordonne de tuer tous les officiers polonais de carrière, mais aussi tous les réservistes, étudiants, médecins, ingénieurs, chefs d'entreprise, qui représentent l'élite de la Pologne. Au total, 27 500 officiers et résistants polonais périssent.

À Katyn, trois camps sont constitués par le NKVD : tous les jours de mars à avril 1940, 250 officiers sont convoyés en train à bestiaux puis en fourgon noir appelés les corbeaux vers la forêt de Katyn où ils sont massacrés. Les mains liées dans le dos, ils sont abattus d'une balle dans la nuque au bord de fosses puis jetés dedans, quelquefois encore vivants.



Une pelleuse mécanique recouvre les corps puis l'on plante des conifères. Le massacre a lieu également dans des caves, où les officiers sont abattus, les uns après les autres.

Certains ont combattu en tuant quelques bourreaux du NKVD ; d'autres se sont enfuis mais on n'en a pas retrouvé trace.

Selon les témoignages, certains bourreaux se sont suicidés mais ne s'agit-il pas plutôt du nettoyage de témoins gênants, comme le suggère Alexandra Viatteau, docteur en lettres russes et polonaises de l'université Paris IV Sorbonne, auteure de *Katyn, La vérité sur un crime de guerre*, Edition André Versaille, 2009.

Au total, 5 000 officiers sont assassinés à Katyn : 4 400 corps ont été exhumés et une fosse laissée en l'état.

Les corps se juxtaposent en 10 couches dans chacune des sept fosses communes.

Ce massacre s'accompagne de la déportation des familles d'officiers, dans les camps du goulag ou dans les colonies de Sibérie ou du Kazakhstan : 1 692 000 victimes d'où la qualification de crime contre l'humanité et de génocide.



Avril-juin 1943. Travaux d'exhumation dans la forêt de Katyn. Photo Musée de Katyn à Varsovie.

Dès 1943, la culpabilité des Soviétiques ne fait aucun doute. Pourtant, le massacre est nié durant 50 ans par l'URSS qui en accuse les Allemands. Or, aucune troupe allemande n'est sur place en 1940. Pour les Allemands, qui envahissent la Russie occidentale en 1941 et découvrent les charniers, la tragédie est opportune : c'est un moyen, après la défaite de Stalingrad, de briser l'unité des Alliés.

Les Allemands filment les fosses primaires, dont les images sont visibles sur le site de l'INA. Les Russes invoquent un site de fouilles archéologiques mais chacun sait qu'il s'agit d'un crime soviétique, même si les balles utilisées sont de marque allemande. Quatre commissions sont dépêchées sur place : une commission internationale, une commission scientifique allemande, une commission de la Croix Rouge polonaise et une commission russe, qui arrive plus tard et profane les lieux, séparant la tête du corps des suppliciés pour en empêcher l'identification. Mais de nombreuses pressions empêchent les médecins de témoigner, comme le montre le documentaire danois *Katyn, un massacre programmé*, récemment diffusé sur Arte.

Le procès de Nüremberg écarte la responsabilité des Allemands mais ne confirme pas la culpabilité des Soviétiques. Le président Khroutchtchev, au courant de Katyn et de la déportation des civils qui s'ensuit, est dissuadé par le chef du *KGB* de faire la lumière sur le massacre : selon lui, leur version est acceptée et le silence s'est transformé en ignorance. Il faudra attendre le président Gorbatchev et la *glasnost*, pour qu'à la suite des travaux d'une historienne soviétique, l'URSS reconnaisse, en 1990, la responsabilité de sa police



secrète dans la tuerie organisée par le chef du *NKVD*, Lavrenti Beria ; puis le président Eltsine qui remet l'ordre d'exécution des officiers polonais du 5 mars de Staline à Lech Walesa, président de la République polonaise.

L'*intelligentsia* polonaise s'est ainsi vue détruite car elle était un vivier de chefs de la résistance aux régimes nazi et soviétique, unis par une haine profonde de Staline et Hitler qui menèrent une politique identique d'extermination.

Andrzej Wajda, réalisateur et scénariste de cinéma, dont le père, capitaine au 72^{ème} régiment d'infanterie, fut parmi les victimes, a toute sa vie voulu reconstituer l'histoire et, surtout, rétablir la vérité sur Katyn et nous livre un film poignant, *Katyn*, en 2007.



DÉPORTATIONS RACIALES ET GÉNOCIDES

1 - LES GHETTOS JUIFS

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont créé plus de 400 ghettos dans l'Europe orientale occupée : c'est la première phase de leur plan génocidaire. Les Juifs, mais aussi des Tsiganes, y sont regroupés, dans des quartiers clos, isolés par des barbelés ou un mur.

Le fond d'indigence sanitaire. La moitié des reclus des ghettos en 1941-1942 est contaminée par la tuberculose et un quart des 200 000 personnes de Lodz est mort avant même les déportations. La SS les loue comme main d'oeuvre aux entreprises allemandes locales.

La fin de l'année 1942 voit la destruction des ghettos pour faire place à la phase ultime du génocide, la déportation vers les centres de la mise à mort immédiate.

Dans certains ghettos, les membres de la résistance juive ont organisé des soulèvements armés. Le plus important est celui de Varsovie en 1943.

En Hongrie, l'enfermement dans les ghettos n'a commencé qu'au printemps 1944, après l'occupation du pays par les Allemands, préalable à la déportation de près de 440 000 Juifs envoyés à Auschwitz-Birkenau.



Carte des principaux ghettos d'Europe

Le premier ghetto est mis en place en octobre 1939 à Piotrkow (Pologne), puis à Lodz (avril 1940), Varsovie avec 450 000 personnes sur 2000 m² (octobre 1940), Lublin (avril 1941) et Lwow (décembre 1941).

Les Nazis y organisent la « sélection naturelle » par la pénurie alimentaire, les maladies de carence et les épidémies, l'hiver continental sur



Plan du ghetto de Budapest
© M. Heddebaut

2 - LES EINSATZGRUPPEN

Les *Einsatzgruppen** sont des groupes mobiles de SS, chargés de suivre les troupes de conquêtes. Leur mission est d'assurer le maintien de l'ordre, sécuriser les régions conquises. Ils sont composés de *Sonderkommandos* (renseignement, commandos et sabotage), et d'*Einsatzkommandos* (arrestations, interrogatoires).

Mis en place dès 1938 pour suivre l'*Anschluss*, ils se montrent déjà plus meurtriers en Pologne.

Ils basculent progressivement vers des comportements génocidaires et se transforment en meurtriers de masse. Les ordres donnés par Heydrich, chef du *RSHA*, prévoient pour la première fois la mise à mort de personnes ou groupes.

1941, six derniers mois : ils tuent 550 000 personnes. À partir du mois d'octobre, ils exterminent entièrement des communautés juives, parfois avec l'aide de l'administration ou de la population locale.

Malgré le fonctionnement des camps d'extermination, les fusillades à l'Est continuent.



Membres d'un *Einsatzkommando* faisant feu sur des hommes debout au fond d'une tranchée. Circa: 1941-1942. Localisation inconnue. Photographe inconnu. Coll. USHMM

In « Qu'est-ce que la Shoah par balles ? », Site de Yahad-In Unum



Les *Einsatzgruppen** sont responsables de la mort de 1,5 à 2 millions de personnes.

MASSACRE DE BABI YAR

Les 29 et 30 novembre 1941, suite à un attentat, le *Sonderkommando 4a*, aidé de la *Wehrmacht* et de la police assassine les Juifs de Kiev. Ils sont convoqués avec papiers et argent pour être déplacés.

Après avoir remis leurs biens, ils doivent se déshabiller. Sous les menaces et les coups, ils sont conduits au bord d'un ravin nommé Babi Yar. Ils s'allongent sur le ventre et sont exécutés.

La tuerie dure 36 heures et fait 33 761 victimes.

DÉPORTATIONS RACIALES ET GÉNOCIDES

1 - LES CENTRES DE MISE À MORT IMMÉDIATE

Une des spécificités du génocide tient au type et à l'ampleur des moyens utilisés par l'Allemagne nazie pour assassiner ses victimes, Juifs, Tsiganes, Autrichiens et Allemands handicapés (opération T4* de Janvier 1940 à août 1941).

Des centres spécialisés spécifiquement aménagés pour exécuter les déportés dans les heures qui suivent leur arrivée, voient le jour au printemps 1942 : Belzec (500 000 à 600 000 victimes), Chelmno (150 000), Sobibor (250 000 env.), Treblinka (900 000), Maidanek-Lublin (78 000) et Auschwitz-Birkenau (870 000).

Dans ces centres qui sont le symbole de la mort industrielle, les SS ont pu assassiner jusqu'à 12 000 personnes par jour en utilisant le Zyklon B.

Les corps gazés sont soit brûlés dans des fosses d'incinération à ciel ouvert, soit incinérés dans des crématoires qui peuvent brûler jusqu'à 4 556 corps par période de 24 heures.

Les techniciens de la société « *Topf und Söhne* » d'Erfurt, principale fournisseuse des fours crématoires, ont assuré la maintenance des installations durant toute l'histoire de l'extermination.

2 - FOCUS SUR LES JUIFS DE HONGRIE : *MUNKASZOLGÁLAT* ET DÉPORTATIONS

La destruction des Juifs de Hongrie est tardive, rapide et intense : en quelques mois, massacres et déportations font disparaître 550 000 Juifs, soit 67% de cette population. (Rozett Robert).

Le *Munkaszolgálat*, travail forcé en place depuis 1939, tue aussi beaucoup.

1941 : la Grande Hongrie a 820 000 habitants juifs. Jusqu'en 1943, elle accueille de 13 000 à 16 000 réfugiés (Juifs polonais, allemands, slovaques).



Pastilles de Zyklon B trouvées à la libération du camp de Majdanek. Pologne, après juillet 1944. Coll. USHMM.

Four crématoire au camp d'extermination de Majdanek, à l'extérieur de Lublin. Pologne, date incertaine. Coll. USHMM

Le Munkaszolgálat incorpore, sous le contrôle de l'armée, plusieurs dizaines de milliers de « peu fiables », indignes de porter les armes (socialistes, communistes, Juifs, minorités). Avec la guerre et la montée de l'antisémitisme, ce système devient un instrument de torture et de meurtre pour les Juifs.

Deux types d'unités :

1- **Celles qui partent au front :**

45 000 des 100 000 Juifs enrôlés partent sur le front de l'Est, avec la Seconde Armée hongroise (printemps-automne 1942). Ils subissent haine et cruautés : rations alimentaires réduites, travaux difficiles (construction de routes, pose de mines ou déminage sans matériel...). Seulement 20% survivent.

La compagnie 109/42 part en Ukraine avec 220 Juifs ; 5 rentreront.

2- **Celles qui restent en Hongrie,** connaissent un sort relativement meilleur. Les hommes sont affectés à des travaux de génie civil et ne sont pas déportés à Auschwitz en 1944.

Des massacres se produisent. Été 1941 : 18 000 Juifs sont raflés et envoyés en Galicie près de Kamenets-Podolski. La plupart est assassinée en même temps que la population locale.

Les déportations

19 mars 1944 : les Allemands occupent la Hongrie. Eichmann organise l'élimination des Juifs. Ils sont raflés, transportés dans les ghettos et presque aussitôt déportés vers Auschwitz.

435 000 Juifs partent lors de cette première vague de déportations.

Octobre 1944 : Horthy est remplacé par Szálasi, chef des Croix Fléchées ; ceux-ci se livrent à des tueries. À Budapest, 15 000 Juifs sont assassinés ou périssent dans le ghetto.

Novembre : seconde vague de déportations : 50 000 Juifs sont raflés et condamnés à construire des fortifications sur la frontière austro-hongroise.

3 - PERSÉCUTIONS CONTRE LES TSIGANES DANS L'EUROPE OCCUPÉE

Le « décret d'Auschwitz » du 16 décembre 1942 a donné le signal de la déportation de masse de tous les Tsiganes - *Zigeuner* - d'Allemagne. La décision est élargie le 29 mars 1943 aux Tsiganes d'Europe, de France (Nord et Pas-de-Calais), de Belgique et des Pays-Bas.

À l'automne 1943, 352 hommes, femmes, enfants originaires du Nord et de la Belgique sont transférés du camp de rassemblement pour Juifs de Malines (entre Anvers et Bruxelles) vers Auschwitz-Birkenau. Les 245 Tsiganes des Pays-Bas regroupés au camp de Westerbork et partis le 19 mai 1944, connaissent le même sort. Ils ne sont pas sélectionnés à l'arrivée, mais détenus dans le camp des familles qui s'est transformé en un véritable mouiroir.

Les hommes et femmes qui ont réussi à survivre, sont déclarés « aptes au travail » et envoyés à Buchenwald, Ravensbrück et leurs *Kommandos* : Dora, Ellrich, Ohrdruf, Schlieben, Altenburg, Taucha... comme main d'oeuvre destinée à l'industrie de guerre.

Entre temps, les quelque 3 000

Tsiganes restés à Birkenau, parce que malades ou trop faibles, sont éliminés dans la nuit du 2 au 3 août 1944.

Sur les 23 000 Tsiganes internés à Birkenau, plus de 18 000 y ont péri.

Mais ce n'est pas le seul lieu de déportation et d'extermination : beaucoup ont péri sous les balles des *Einsatzgruppen* à l'Est ou dans les ghettos et plus particulièrement celui de Lodz.

On estime le nombre de victimes tsiganes entre 200 000 et 500 000.



Détail du monument aux morts de la commune de Flers-en-escrebieux, 2012. Photo M. Heddebaut

DESSINS DE MERIEM MARICAU, ÉLÈVE À L'ESAAT DE ROUBAIX



DES DÉPORTÉS AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ET DE L'EFFORT DE GUERRE

Au printemps 1942, les déportés sont intégrés dans une économie de guerre totale : désormais, toutes les capacités de travail des internés (les prisons des pays occupés sont vidées) doivent alimenter la machine de guerre nazie selon un processus soigneusement planifié par le régime.

1 - UNE ORGANISATION RIGoureuse

Une organisation rigoureuse gérée par le *WVHA*, office central d'économie et d'administration de la *SS*, sous la direction d'Oswald Pohl (1892-1951) et qui emploie 1 700 personnes pour tenir à jour les registres des *kommandos* de travail et des transports.



Oswald Pohl, extrait de la circulaire du 30 avril 1942 : « Cette exploitation doit être épuisante dans le vrai sens du mot, afin que le travail puisse atteindre le plus grand rendement ». Visite officielle du camp d'Auschwitz en 1944. Coll. USHMM

C'est cette organisation qui décide de l'affectation et de l'entretien des *kommandos* auprès des entreprises allemandes comme IG Farben, Siemens, Krupp, BMW ...

2 - LES KOMMANDOS

À partir de 1942, les *kommandos* extérieurs aux camps vont fournir cette immense main d'oeuvre servile au service de l'économie de guerre nazie.

Deux exemples :

- **O R I A N E N B U R G - S A C H S E N H A U S E N** : plus de cent *kommandos* rattachés au camp central.

Parmi les plus importants :

- L'usine-Camp Heinkel : Heinkel, le plus important des *kommandos* extérieurs emploie en permanence 6 000 à 7 000 détenus encadrés par 1 500 civils allemands. Cette usine d'aviation (7 halls de fabrication) est située à quelques kilomètres d'Oranienburg – Sachsenhausen.

- Falkensee : créé en janvier 1943 pour fournir de la main-d'oeuvre aux usines Demag (appartenant au groupe industriel Hermann-Göring) qui fabriquent du matériel ferroviaire, des chars de combat Tigre, des obus, des pièces détachées de divers armements.

- Karlshagen : situé sur l'île d'Usedom dans l'estuaire de l'Oder (Mer Baltique), ce camp regroupe un millier de détenus affectés aux travaux de terrassement, de construction de pistes du Centre Expérimental de Peenemünde où sont entre autres mises au point les fusées V1 et V2 de Werner Von Braun.

- RAVENSBRÜCK

À mesure que le camp central se peuple, il fonctionne comme un dépôt et un réservoir de main d'oeuvre : il crée de plus en plus de *kommandos* pour tout le Reich.

Dans le camp central :

- *Kommandos* ordinaires (transport de soupe, cuisines, jardinage, assainissement des marécages, bois, charbon ...)
- Usines Siemens (appareillage électrique)
- Industrie Hof (récupération de vêtements militaires)

À l'extérieur :

• Ravensbrück contrôle 42 *kommandos* extérieurs subordonnés au camp, répartis dans l'Allemagne toute entière. Certains d'entre eux comptent plus de 10 000 de femmes déportées.

D'autres KZ* font de plus en plus appel à Ravensbrück pour les besoins de leurs propres *kommandos*, notamment Buchenwald, Dora, Flossenbürg, Mauthausen et Sachsenhausen.

Dans la plupart de ces *kommandos*, les conditions de vie sont particulièrement pénibles : par exemple à Beendorf où les ateliers sont installés entre 600 et 800 mètres sous terre dans d'anciennes mines de sel - ou à Schlieben, à la frontière polonaise, où des Tziganes travaillent dans une poudrière avec une hygiène et une nourriture pratiquement inexistantes ...

On évalue à neuf mois l'espérance de vie dans un camp : sous-alimentation, travail de forçat tous les jours pendant 12 - 13 heures. La SS perçoit entre 3 et 6 marks par jour selon l'âge, le sexe et la qualification du déporté. Les nazis comptaient sur un renouvellement rapide de la force de travail au prix d'une énorme consommation de vies humaines.



Jules Montaigne, né le 7 septembre 1921 à Wasquehal, est déporté avec le train de Loos le 1^{er} septembre 1944 à Sachsenhausen, matricule 97965. Il arrive à Peenemünde en octobre et exécute des travaux de nivellement du champ d'aviation, grâce à sa formation d'ingénieur. Enfin, il fabrique des pièces à l'unité pour les essais de V2. Coll. Musée de la Résistance de Bondues



Yvonne ABBAS, résistante arrêtée en 1942 le jour de ses 20 ans, est déportée à Ravensbrück, matricule 35138. Elle effectue d'abord des travaux de terrassement puis est envoyée dans une usine de fabrication d'obus à Holleichen, un des *kommandos* de Ravensbrück. Les déportées ralentissent la cadence et essaient de saboter la production. La répression des SS est féroce : coups de bâton et pendaisons des coupables au-dessus des machines. Coll. Musée de la Résistance de Bondues

LE DECHAÎNEMENT RÉPRESSIF

1 - RADICALISATION DES RÉGIMES D'OCCUPATION

Dans la seconde moitié de 1943, la Résistance armée s'intensifie : réfractaires au STO* et maquisards en France, maquisards grecs parvenus à prendre le contrôle de régions entières, partisans italiens ayant pris les armes suite à l'armistice avec les Alliés.

En réponse, l'occupant resserre son contrôle, avec l'aide des régimes collaborationnistes.

En France, le régime de Vichy confie des postes clefs aux partisans d'une Europe allemande.

En mars 1944, les Allemands autorisent la milice à opérer en zone rattachée. Le 22 mars 1944, des miliciens passent deux résistants *OCM*, Henri Capron et Lucien Trinel, en cour martiale à la prison de Loos. Ils y sont fusillés le lendemain.

Au printemps 1944, la *Sipo SD*, chargée de la répression, s'appuie sur la *Wehrmacht* et la *Feldgendarmarie* pour démanteler les maquis, de plus en plus nombreux. Un membre de la *SD* accompagne chaque compagnie. Les combats sont meurtriers, y compris pour les civils non combattants.

Ces représailles entraînent parfois des protestations chez les officiers de la *Wehrmacht* qui n'ont pas fait l'expérience du front Est. La lutte contre les maquis se poursuit tout l'été 1944, durant lequel on assiste à une radicalisation des troupes de la *Wehrmacht* suite au débarquement du 6 juin 1944.



Démantèlement d'un maquis par la milice.
Photo Kriegsbericht Koll, coll. Bundesarchiv, 146-1989-107-24/ Koll / CC -BY-SA 3.0



Maquisards massacrés par les nazis, 25 août 1944.
coll. Franklin D.Roosevelt Library Public Domain Photographs, US National Archiv

2 - LA POLITIQUE DE TERREUR

En février 1944, le commandement militaire allemand promulgue le décret Sperrle-Erlass, qui autorise la troupe à faire feu immédiatement en cas d'attaque, et rejette la responsabilité d'éventuelles victimes civiles sur les résistants eux-mêmes. En mars, le maréchal Keitel ordonne de fusiller sur le champ les résistants pris les armes à la main.

Ces ordres expliquent en partie le massacre des 86 hommes raflés à Ascq suite à un sabotage sur la voie ferrée le 1^{er} avril 1944.

Devant l'émotion suscitée par le massacre, Vichy fait pression sur le commandement allemand, qui modère sa lecture du décret Sperrle. Le débarquement fait craindre un soulèvement généralisé en France. Les villages proches des poches de résistance et maquis sont considérés comme complices des « terroristes » par défaut.

Les divisions SS s'y rendent responsables de la plupart des massacres indiscriminés de civils, comme à Oradour-sur-Glane (642 victimes) le 10 juin ou Maillé (124 victimes) le 25 août.

En juillet, le Maréchal Keitel donne l'ordre de déporter toute la population masculine des régions « infestées par des bandits ». Cet ordre est peu appliqué, de peur d'une insurrection générale.

3 - LE TEMPS DES MERCENAIRES

Le désordre régnant à l'approche de la Libération permet à des auxiliaires de l'occupant de se livrer à des exactions et du banditisme.

Créée à l'initiative d'un officier de l'Abwehr au printemps 1944, la « Brigade des Angés » a pour mission initiale d'infiltrer la population après « l'invasion » alliée.

Sous les ordres d'Abdon Vandembrouck, la bande, installée à Roubaix, entreprend de financer sa fuite en Allemagne en extorquant par la terreur des sommes importantes aux notables et commerçants de la métropole lilloise. Les 26 membres de la Brigade sont jugés en novembre et décembre 1946 à Lille. Vandembrouck est condamné à mort.

LE MASSACRE D'ASCQ

Dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 1944, 86 hommes âgés de quinze à soixante-quinze ans furent massacrés à Ascq, village de 3 000 habitants, par les 400 SS du bataillon blindé de reconnaissance de la 12^{ème} SS-Panzer-Division « Hitlerjugend », dont certains s'étaient engagés à 17 ans à peine.

Les SS se trouvaient dans le convoi à destination du front de Normandie, quand leur locomotive dérailla ainsi que les deux premiers wagons chargés de matériel : aucun mort, aucun blessé parmi les SS. Le sabotage de la voie ferrée, perpétré par des cheminots-résistants du « groupe d'Ascq », réseau *La Voix du Nord*, visait en fait un train de marchandises, qui n'est pas passé comme prévu.

Aussitôt, le lieutenant Walter Hauck applique les ordres de représailles collectives suivant le décret Sperrle-Erlass : quatre commandos sillonnent les rues de part et d'autre du passage à niveau, défoncent les portes, emmènent, dans un premier temps, des hommes et des femmes de tout âge.

Beaucoup sont roués de coup, dix hommes sont abattus dans le bourg dont le curé et le vicaire qui tentaient de s'interposer.

Soixante-dix hommes sont amenés, par pelotons successifs, le long de la voie ferrée, abattus à la mitrailleuse et achevés d'une balle dans la tête.

Le massacre, débuté à 23h15 s'arrête à 1h15 le matin du 2 avril, grâce à l'intervention de la *Feldgendarmarie* de Lille, prévenue par les appels au secours répétés d'Elie Derache, employé à la gare. Quarante-cinq hommes du dernier peloton échappent de justesse au massacre.

Le bilan fait état de 86 morts, 11 blessés dont certains impotents, 75 veuves et 127 orphelins. Ce massacre, malgré la censure allemande, va être connu dans toute la région. Les funérailles, le 5 avril, attire une foule considérable et les appels à la cessation du travail sont suivis dans de nombreuses entreprises. Maurice Schuman évoque le massacre le 12 mai 1944 sur les ondes de la BBC.



La place d'Ascq, le jour de l'enterrement des 86 massacrés, Coll. Société historique de Villeneuve d'Ascq

Le 2 août 1949, neuf des anciens membres de la division « *Hitlerjugend* » sont jugés à Lille dont le lieutenant Hauck. En vertu de la loi Ascq-Oradour votée en 1948, qui fait d'un membre quelconque de la division, le responsable des exactions de ses camarades, huit sont condamnés à mort dont Walter Hauck.

À la suite de nombreux rebondissements, le président Coty signe un décret de grâce en faveur des huit condamnés le 20 juillet 1955. Les peines de mort sont commuées en travaux forcés à perpétuité pour Walter Hauck et à 20 ans de travaux forcés pour Johannes Rasmussen. Pour les six autres, la peine de mort est commuée en 10 ans de travaux forcés avec remise du restant de la peine ce qui leur permet d'être libérés dès 1955. Hauck et Rasmussen vont bénéficier ensuite de remises de peine et seront tous deux libérés en 1957.

Heinz Münter, aujourd'hui âgé de 95 ans, condamné à mort par contumace à l'époque des faits, et retrouvé par la justice allemande en 2016, ne pourra être rejugé aujourd'hui car il a été condamné pour crime de guerre, dont la prescription est de 20 ans et non crime contre l'humanité, imprescriptible. D'autre part, en vertu des accords de Schengen, une personne jugée dans un des pays membres ne peut pas l'être pour les mêmes faits dans un autre.

Près de la voie ferrée, sur le lieu du massacre a été érigé entre 1947 à 1955 un monument commémoratif appelé « Terte des massacrés ». Ce monument est composé de trois éléments :

- un alignement de pierres en souvenir des victimes,
- une stèle de pierre dit « monument au gisant » la phrase : « En mémoire de ceux qui périrent d'une mort injuste, homme, éloigne de ton coeur et de tes lois la cruauté,



Suspect n°1. À la barre, le lieutenant SS Walter Hauck, qui a donné l'ordre de rafler les habitants d'Ascq. Coll. Société historique de Villeneuve d'Ascq et du Mélançois

- Un petit monument de pierre portant cette dédicace : « Hommage des chemins de fer belges ».

En 2005 a eu lieu l'inauguration du nouveau musée commémoratif : le Mémorial Ascq 1944.

Un audiovisuel présente l'histoire du village d'Ascq, replacé dans son contexte régional et national, depuis la Première Guerre mondiale et sa première occupation jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Sont ensuite détaillés le Massacre d'Ascq et la Fusillade du Fort de Seclin (Paul Delécluse, Eugène Mangé, Henri Gallois, Louis Marga, Raymond Monnet, Daniel Depriester : les résistants du « groupe d'Ascq » réseau *La Voix du Nord*, fusillés le 7 juin 1944 au Fort de Seclin).



DÉTRUIRE LES PREUVES DES CRIMES

1 - DÈS 1942, LES NAZIS S'INQUIÈTENT DE NE PAS LAISSER DE TRACES. ILS EXPÉRIMENTENT DES MÉTHODES À CHELMNO ET LES GÉNÉRALISENT :

Premier camp d'extermination, Chelmino utilisait des unités mobiles pour gazer les habitants des ghettos de Pologne occidentale, de décembre 1941 à fin mars 1943.

C'est aussi le premier à détruire toutes preuves des meurtres perpétrés par les nazis.

Le *kommando* 1005 a été chargé par Himmler, dès juillet 1942, d'effacer toutes les preuves d'exécutions de masse effectuées au cours de l'*Aktion* Reinhardt : peut-être à cause des plaintes de la population locale, sans doute parce qu'il fallait faire disparaître toutes traces d'existence des Juifs, ou encore parce que 1942 marque avec le tournant de la guerre la possibilité d'une défaite nazie.

D'abord des fosses communes sont creusées dans la forêt mais la putréfaction déclenche des épidémies, des explosifs sont ensuite utilisés mais cela provoque des incendies de forêt. Ils décident alors de faire creuser par les *Sonderkommandos*, des bûchers enterrés, alternant bûches et corps humains. Cette solution sera reprise partout.

À Auschwitz, les fours crématoires permettent de faire disparaître 4 756 personnes par jour. Mais cela ne suffit bientôt plus. On brûle les corps dans des fosses de crémation creusées à proximité. La dispersion des cendres est effectuée dans les champs ou les lacs alentours.



Photo prise à l'insu des autorités nazies, par un *sonderkommando*. Lot de quatre photos, seules connues à ce jour de l'assassinat des Juifs à Birkenau.

Photo recadrée et retravaillée pour la lisibilité. Coll. Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau.

2 - AU PRINTEMPS 1944, ILS BRÛLENT LES ARCHIVES, INCENDIENT LES ENTREPÔTS, ÉVACUENT OU SUPPRIMENT LES DERNIERS TÉMOINS.

LES MARCHES DE LA MORT

Au printemps 1944, le sort de l'Allemagne nazie est scellé. Même si certains nazis croient encore à la victoire, il faut partir de l'Europe de l'Est. Pour garder leurs « esclaves », les SS évacuent les camps de concentrations menacés par l'avance alliée.



Prisonniers sur la « marche de la mort ». Dessin de Mieczyslaw Wisniewski. C Hubert Rosmann

Les déportés marchent en moyenne trois jours avant de trouver une gare. Exténués de fatigue, ils ont jeté le peu de nourriture distribuée, trop lourde à porter et meurent de faim et de soif sous – 25 degrés. Ils dorment au hasard d'un local pouvant les accueillir, habillés de la légère tenue rayée et chaussés de sabots inadaptés.

Ils voyagent ensuite dans des wagons de marchandises découverts sous ce froid intense. Les plus faibles sont exécutés sur le chemin ou jetés par-dessus les wagons. Un tiers vont mourir dans l'épreuve.

La famille Rosenberg est ainsi transportée de Ravensbrück à Bergen-Belsen, où mourra Anne Franck.

3 - LE RETOUR DES CAMPS : DES SURVIVANTS SILENCIEUX

La plupart des déportés ont mis du temps à témoigner, tant leur expérience fut douloureuse. Ils sont d'abord conduits dans les camps de quarantaine à cause de la propagation du typhus. Puis dans

des camps de personnes déplacées, pour ceux qui n'ont plus personne qui les attend ou qui ne souhaitent pas revenir chez eux pour des raisons complexes.

L'arrivée dans leur pays est difficile : perte de repères, de proches, dénutrition, maladies...

Martha Desrumaux parle aussi de la suspicion qui murmure derrière leur retour « elle arrive bien tôt, ... comment a-t-elle pu obtenir la grâce des bourreaux nazis ... ? ».

Les 55 000 déportées rentrés sont submergés par la masse des prisonniers de guerre (1 million) et travailleurs du STO (750 000).

Heureusement, les survivants ont fini par témoigner car : « Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre » (Georges Santayana) et « une société sans mémoire est une société sans défense » (Michel Winock).

REDEFINIR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

La torture militaire et policière des SS et des milices, la lutte entre collaborateurs et résistants, ont créé des habitudes de violences, d'illégalités dans toute l'Europe. A la fin de la guerre, rétablir l'Etat de droit est difficile.

1 - L'ÉPURATION SAUVAGE DE L'ÉTÉ 1944

Tous ceux qui ont été victimes des crimes, pillages, ou violences gratuites, veulent être vengés. Les civils règlent leurs comptes aux prisonniers allemands, aux collaborateurs, aux femmes accusées de collaboration horizontale. Ces dernières sont tondues, châtimé qui revient à déssexualiser leurs victimes. Cette réaction misogyne se répète en France, Belgique, Italie, Norvège et aux Pays-Bas.

Les militaires se vengent aussi des crimes de guerre, des SS sont exécutés sans procès, des milliers de femmes sont victimes des Alliés en Rhénanie ... Mais le pire se passe à l'Est du pays avec l'armée rouge. Près de deux millions d'Allemandes sont violées entre janvier 1945 et juillet 1945.

2 - LA JUSTICE REPREND SES DROITS AVEC LE PROCÈS DE NUREMBERG

Août 1945, la création du Tribunal militaire international a pour objectif de juger les responsables des crimes commis par les nazis.

Le procès de Nuremberg juge 24 responsables du Troisième Reich, accusés de complots, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité*, du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946. Il aboutit à la mort par pendaison de douze condamnés.

Une seconde vague de procès a lieu l'année suivante, comme celui qui juge les responsables des *Einsatzgruppen*.

Chaque fois les témoignages des rescapés sont éprouvants.



Femmes tondues à la Libération de Lille en septembre 1944. Photo prise par Norbert Liénard. Coll. Robert Liénard



Photographie de l'ensemble des accusés et les sentences prononcées. Coll. Rue des Archives/Rue des Archives/Tallandier

En parallèle d'autres procès ont lieu dans les pays d'Europe. En France, les principaux responsables de Vichy sont jugés, ainsi que les subalternes nazis et collaborateurs reconnus. En Belgique, la présence nazie a été très douloureuse, les dossiers d'instructions s'accumulent : des miliciens, intégrés aux SS, sont fusillés.

Dans le chaos de la défaite allemande, certains nazis parviennent à s'enfuir, beaucoup passent les frontières vers l'Amérique latine. Ils seront longtemps poursuivis notamment par les époux Klarsfeld.



Extraits de journaux concernant le procès de la Gestapo de La Madeleine.
Coll. Musée de la Résistance Bondues

Pays	Morts militaires	Morts civils	Part de la population en 1939	Part de la population juive en 1939 victime de génocide	Part de la population roms en 1939 victime de génocide ¹	Prisonniers de guerre en nombre
Allemagne	4.000.000	3.000.000	10%	23.9%	75%	2.800.000 archives soviétiques
URSS	13.600.000	7.500.000	15%	24.8%	17.5%	4 à 5.700.000
France	250.000	350.000	1.5%	28.8%	37.5%	1.800.000
Italie	300.000	100.000	1%	13.5%	4%	60.000 archives soviétiques
Pologne	120.000	5.300.000	15%	83.1%	44%	675.000
Royaume-Uni	326.000	62.000	0.8%			200.000
Belgique	12.100	75.900	1.05%	41.7%	66%	225.000
Pays-Bas	17.000	284.000	3.45%	89.3%	72%	28.500

¹ En moyenne des estimations connues
Sources : The Columbia Guide to the Holocaust, Société des Nations Yearbook 1942-1944, Population Statistics

Le bilan est lourd. Les populations civiles furent très touchées : Polonais, juifs, communistes, homosexuels, tziganes, handicapés, témoins de Jéhovah, francs maçons, et résistants à l'occupant de toutes catégories.

On estime à 35 000 000 le nombre des blessés et 3 000 000 de disparus. Les derniers témoins nous quittent : Simone Veil (1927-2017), déportée à Auschwitz, est devenue présidente du parlement européen.

« Ce qui est resté dans mon souvenir, c'est la formidable solidarité entre les différents peuples, les différents citoyens de différents pays. [...] Nous avons senti formidablement la nécessité d'être ensemble comme Européens ». Stéphane Hessel, Les derniers jours de la déportation, collection « Résistance Liberté Mémoire », Édition le félin, juin 2005.

Abwehr : Service de renseignement de l'État-major allemand de 1925 à 1944.

Accords de Genève : convention relative au traitement des prisonniers de guerre, signée le 27 juillet 1929 (ex : interdiction de mesures de représailles et de peines collectives). Cette convention n'a plus d'application en conséquence de l'adhésion universelle aux Conventions de Genève de 1949 qui protègent les personnes qui ne participent pas aux hostilités : les civils, les membres du personnel sanitaire ou d'organisations humanitaires ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats : les blessés, les malades et les naufragés, les prisonniers de guerre.

Elles exigent que toutes les personnes se trouvant aux mains de l'ennemi soient traitées avec humanité, sans aucune discrimination ; interdisent plus particulièrement le meurtre, les mutilations, la torture, les traitements cruels, humiliants et dégradants, les prises d'otages et les procès inéquitables. Elles établissent que les blessés, les malades et les naufragés doivent être recueillis et soignés.

Crime contre l'humanité : l'expression « crime contre l'humanité » désigne un crime particulièrement grave portant atteinte à l'humanité des victimes, niant leur nature humaine. On parle de crimes contre l'humanité pour des crimes collectifs commis par des États, des armées ou des groupes humains organisés.

La notion de crime contre l'humanité est plus récente que celle de crime de guerre. Elle est employée pour la première fois en 1945-1946, au Tribunal de Nuremberg. Elle voit le jour parce que l'ampleur des crimes nazis est telle que la notion de crime de guerre semble insuffisante pour

les qualifier. En outre, les crimes commis en dehors des périodes de guerre ne peuvent pas être qualifiés de crimes de guerre.

Einsatzgruppe : groupe d'intervention mobile, composé de SS, de la police régulière et de troupes auxiliaires, chargé d'exterminer les partisans et principalement les juifs à l'arrière des armées allemandes sur les fronts de l'Europe de l'Est.

Expansionnisme : doctrine ou attitude politique d'un État qui préconise l'expansion de sa souveraineté au-delà de ses frontières, notamment par la guerre de conquête et d'annexion.

Groupes mobiles de réserve : une des forces de répression du régime de Vichy.

Franc-tireur : combattant qui n'appartient pas à l'armée régulière.

Fronstalags : ce sont des camps ouverts par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale mais implantés à l'extérieur du *Reich* ; ils étaient situés essentiellement en France et en Pologne. Ils étaient destinés aux soldats prisonniers issus des colonies françaises.

KZ (Konzentrationslager) : camp de concentration.

Lois fascistissimes : adoptées en 1926, elles entraînent la dissolution de toutes les organisations politiques ou syndicales non-fascistes, la déchéance des députés de l'opposition et le recensement des citoyens suspects.

Maurras Charles : en 1940, il saluait comme une « divine surprise » l'arrivée du maréchal Pétain au pouvoir. Pendant l'Occupation, il se fit, avec toute sa vigueur polémique,

l'apologiste du gouvernement de Vichy et l'inspirateur de la politique de Collaboration.

Condamné en 1945 par la haute cour de justice de Lyon à la réclusion à perpétuité et à la dégradation nationale, il fut interné à Riom, puis à Clairvaux. En 1952, sa santé déclinante le fit admettre à la clinique de Saint-Symphorien-lès-Tours, où il devait s'éteindre.

NKVD : Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, organisme d'État, chargé de combattre le crime et de maintenir l'ordre public.

NSDAP : Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, souvent dénommé simplement « parti nazi » ou « parti national-socialiste », ou encore « parti des nationaux-socialistes », était un parti politique allemand classé à l'extrême droite, créé le 24 février 1920 en Allemagne.

OCM (Organisation civile et militaire) : mouvement de Résistance le mieux structuré et le plus largement implanté dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'y installe en 1942, à l'initiative de l'industriel Roland Farjon. Il recrute parmi les notables et les classes moyennes.

Opération T4 : en septembre 1939, une politique d'assassinat contre certaines catégories de malades (handicapés) est lancée dans une volonté « d'épuration de la race ». L'assassinat est réalisé dans 6 cliniques transformées en centre de mise à mort. Jusqu'aux protestations de l'Église allemande, 70 000 Allemands sont assassinés entre septembre 1939 et l'été 1941.

PCUS : Le Parti communiste de l'Union soviétique, créé en janvier 1912 par Lénine, était le seul parti politique autorisé dans l'Union des républiques socialistes soviétiques entre 1925 et 1990.

PNF : Parti national fasciste créé par Benito Mussolini en Italie le 7 novembre 1921.

RSHA : le *Reichssicherheitshauptamt*, « Office central de la sécurité du Reich », est le nom de l'organisme créé le 27 septembre 1939 par Himmler afin de fusionner les organismes de répression d'État (*Gestapo*, *Kriminalpolizei*) et le service de sécurité de la *SS*, le *SD*, et de les placer sous l'autorité du *SS-Obergruppenführer* Reinhard Heydrich. Son objectif est de lutter contre tous les « ennemis » du régime, et notamment les Juifs dont est chargée la section IV B-4 dirigée par Eichmann.

SIPO-SD : *Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst*. Structure du RSHA, c'est le service de sécurité du parti nazi et de la *SS*. Dans les zones occupées, le *SD* se spécialise dans la chasse aux communistes, puis de tous les résistants.

STO (Service du travail obligatoire) : mesure prise en février 1943 par le gouvernement de Vichy qui astreint, par tranches d'âge successives, les jeunes Français nés entre 1920 et 1922 au travail obligatoire en Allemagne.

Tchéka : police politique russe créée en 1917. Remplacée en 1922 par le Guépéou (GPU), puis en 1934 par le NKVD.

UNE BIBLIOGRAPHIE NON-EXHAUSTIVE DE LIVRES DISPONIBLES AU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE DE BONDUES

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

- La seconde Guerre mondiale en caricatures. Larousse de la Seconde Guerre Mondiale*, sous la dir. de QUETEL Claude, Caen, Le Mémorial de Caen, 2004.
- AGLAN Alya et FRANCK Robert, *1937-1949 La guerre-monde Tome 1*, Histoire Folio, Gallimard, 2015.
- AGLAN Alya et FRANCK Robert, *1937-1949 La guerre-monde Tome 2*, Histoire Folio, Gallimard, 2015.
- ARON Paul et José GOTOVITCH, *Dictionnaire de la Seconde Guerre Mondiale en Belgique*, Editeur André Versailles, 2008
- BEAUPRE Nicolas, *1914-1945 Les grandes guerres*, Belin, 2012.
- KERSHAW Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Londres, Seuil, 2016.
- LOPEZ Jean et WIEVIORKA Olivier, *Les mythes de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2015
- LOPEZ Jean, *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2018.
- LORMIER Dominic, *Les guerres de Mussolini, de la campagne d'Ethiopie à la république de Salo*, Jacques Grancher Editeur, 1989.
- MONTAGNON Pierre, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Pygmalion, Paris, 2008.

DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : LA FRANCE

- Sous la direction de VAISSE Maurice, *Mai-juin 1940, défaite française, victoire allemande, sous l'oeil des historiens étrangers*, Autrement, 2000.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires, Tome 1 : De la défaite à Vichy*, Histoire, Edition du Seuil, 2000.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires, Tome 2 : De l'occupation à la Libération*, Histoire, Edition du Seuil, 2000.
- BERLIERE Jean-Marc, *Polices des temps noirs France 1939-1945*, Paris, Perrin, 2018.
- LELEU JL, PASSERA F, QUELLIEN J et DAEFFLER M, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale, Atlas historique*, Fayard, 2010.
- RICHARDOT Jean-Pierre, *Héros et salauds pendant l'occupation*, Le cherche midi, 2012.
- ROUQUET François et Fabrice VIRGILI, *Les Françaises, les Français et l'Épuration de 1940 à nos jours*, Folio Histoire, Gallimard, 2018.
- SEGUELA Matthieu, *Pétain-Franco les secrets d'une alliance*, Albin Michel, 1992.

FRANCE OCCUPÉE

- Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, sous la direction de COINTET Michèle et Jean-Paul, 2000, Tallandier.
- BROCHE François et MURACCIOLE JF, *Histoire de la collaboration*, Paris, Tallandier, mars 2017
- JOUBERT Sylvain, *Un crime de guerre, Oradour-sur-Glane*, Flammarion, 1994.
- LABORIE Pierre, *Les Français sous Vichy et l'Occupation*, Toulouse, Editions Milan, Collection Les Essentiels, 2003.
- LABORIE Pierre, *Le chagrin et le venin : la France sous l'Occupation mémoire et idées reçues*, Bayard, 2011.
- LORMIER Dominique, *Les 100 000 collabos. Le fichier interdit de la collaboration française*, Paris, Cherche midi, 2017.
- LUNEAU Aurélie, GUEROUT Jeanne et MARTENS Stefan, *Comme un Allemand en France. Lettres inédites sous l'occupation 1940-1944*, Paris, L'Iconoplaste, 2016.
- MABON Armelle, *Prisonniers de guerre « Indigènes » : visages oubliés de la France occupée*, La découverte, janvier 2010.
- ORY Pascal, *Les collaborateurs, 1940-1945*, Seuil, 1980
- PAUCHOU Guy, MASFRAND Pierre (Docteur), *Oradour-sur-Glane, vision d'épouvante*, Imprimerie Charles Lavauzelle et Cie, 1970.
- SOULIER A., *Le drame de tulle 9 juin 1944*, imp. Maugeain Tulle 1971
- THIEBOT Emmanuel, *Chroniques de la vie des français sous l'occupation*, Larousse, 2011.
- VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France 1939-1947*, Paris, Editions Payot & Rivages, 1995.
- VICHY**
- AZEMA Jean-Pierre et WIEVIORKA Olivier, *Vichy 1940-1944*, Paris, Librairie Académique Perrin, 2000.
- COINTET LABROUSSE Michèle, *Vichy et le fascisme*, Complexe, 1991.
- COINTET LABROUSSE Michèle, *Pétain et les français 1940-1951*, Perrin, 2002.
- COINTET Michèle, *La Milice française*, Le Grand Livre du mois, 2013.
- COINTET Jean-Paul, *Les hommes de Vichy. L'illusion du pouvoir*, Paris, Perrin, 2017.
- FONTAINE Thomas, PESCHANSKI Denis, *La Collaboration : Vichy, Paris, Berlin, 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2014
- PAXTON Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Points Seuil, 1997.
- PAXTON Robert O., *L'armée de vichy, le corps des officiers français 1940-1944*, Tallandier, 2003.
- MICHEL Alain, *Vichy et la Shoah : enquête*

sur le paradoxe français, Paris, Edition CLD, 2012.
VERGEZ-CHAINGON Bénédicte, *Les secrets de Vichy*, Paris, Perrin, 2015

LIBÉRATION

BOURDREL Philippe, *L'épuration sauvage 1944-1945*, Perrin, 2002.
BROSSART Alain, *Les tondues, un carnaval moche*, Pluriel, 1992.

RÉSISTANCE

La vie à en mourir, lettres de fusillés 1941-1944, lettres choisies et présentées par Guy KRIVOPISSKO, introduction de François MARCOT, préface de Jean-Jacques GOLDMAN, Le Seuil, 2006.
BEAU Georges, GAUBESSEAU Léopold, *R5 les SS en Limousin, Périgord et Quercy*, Presses de la Cité, 1964.
DIAMAND David, *Combattants, héros et martyrs de la résistance*, Edition renouveau 1984
FONTAINE Thomas, *Cheminots victimes de la répression 1940-1945* Méorial, Paris, Perrin/SNCF, 2017.
MARCOT François, dir. *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, Robert Laffont, 2006.

RÉCITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : LA RÉSISTANCE

BESSE Jean-Pierre et Thomas Pouty, *Les fusillés : répression et exécutions pendant l'Occupation (1940-1944)*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2006.
CORDONNIER Denis (Docteur), *Geôles allemandes, Loos 1942-1943*, Imprimerie de l'Observateur, Avesnes, 1945.
De TOULOUSE LAUTREC Béatrix, *J'ai eu vingt ans à Ravensbrück, La victoire en pleurant*, Edition du Club France Loisirs, 1991.
FOURCADE Marie-Madeleine, *L'Arche de Noé, Réseau Alliance 1940-1945*, Plon, 1982.
GEORGES Bernard, ROUVIERE Ambre, *Les combattants de l'ombre, 1939-1945, des résistants européens face au nazisme*, Albin Michel, 2011.
HASTINGS Max, *La division Das Reich et la Résistance, 8 juin-20 juin 1944, victoires des Maquis et martyrs de la population*, Pygmalion, 1983.
PIKETTY Guillaume, *Français en Résistance : carnets de guerre, correspondances et journaux personnels*, Paris, Robert Laffont, 2009.
REMY, *Comment meurt un réseau*, Solar, 1947.
REMY, *La Résistance dans le Nord, tomes 1 et 2*, Editions Famot, 1975.

DÉPORTATION

Filmer la guerre 1941-1946. Les Soviétiques face à la Shoah, Paris, Méorial de la Shoah, 2015.
La Déportation, FNDIRP, 1968.
KZ-Gedenkstätte Neuengamme, Zeitspuren, Temmen, 2005.
K. L. Auschwitz, PMO, 1980.
Raconte-moi... la Déportation dans les camps nazis, préface de Marie José Chombart de Lauwe, Nouvelle Arche de Noë Editions, 2003.
Guide des sources documentaires sur la Déportation, FMD, Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.
Leçons de ténèbres, résistants et déportés, 1995, FNDIR-UNADIF, dirigé par MANSON Jean, Plon
Camp de concentration Natzwiller Struthof, 1996.
Amicale de Mauthausen, déportés, familles et amis, *La part visible des camps, les photographies du camp de concentration de Mauthausen*, Paris, Editions Tirésias, 2005.
L'amicale de Neuengamme et de ses Kommandos, *Neuengamme, camp de concentration nazi*, 2008.
BILE Serge, *Noirs dans les camps nazis*, Monaco, Le Rocher Poche, 2016.
BLATMAN Daniel, *Les marches de la mort : la dernière étape du génocide nazi : été 1944 - printemps 1945*, Fayard, 2009.
BORNEMANN Manfred, 1944-1945, *Ellrich, la Redécouverte d'un camp de concentration oublié-Chronique*, Amicale des prisonniers politiques de Dora et Kommandos, 2004.
BOVY Daniel, *Dictionnaire de la barbarie nazie et de la Shoah*, Editions Luc Pire, 2007.
BRUTMANN Tal et TARRICONE Christophe, *Les 100 mots de la Shoah*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 2016
CHÉROUX Clément, *Mémoire des camps, photographies des camps de concentration et d'extermination nazis 1933-1999*, Marval, 2001.
FABREGUET Michel, *Mauthausen Camp de concentration national-socialiste en Autriche rattachée (1938-1945)*, Genève, Honoré Champion, 1999.
HEDDEBAUT Monique, *Des Tsiganes vers Auschwitz : le convoi Z du 15 janvier 1944*, Paris, Editions Tirésias, 2018.

JONAH GOLDHAGEN Daniel, *Les bourreaux volontaires d'Hitler : les allemands ordinaires et l'holocauste*, Seuil, janvier 1997.

KOGON Eugen, *L'État SS, le système des camps de concentration allemands*, Collection Points Histoire, Editions de la Jeune Parque, 2002 (1ère édition en français : 1947).

KOTÉK Joël, *Le siècle des camps*, JC Lattès.

KUWALEK Robert, *Belzec, le premier centre de mise à mort*, Paris, Calmann-Lévy, 2013.

LEBLANC Cathy, *Le pardon à l'épreuve de la déportation*, Lille, Geai bleu éditions, 2015.

LEBLANC Cathy, *Le corps à l'épreuve de la déportation*, Lille, Geai bleu éditions, 2016.

PAÏSOT- BEAL Sophie, PREVOST Roger, *Histoire d'un camp d'internement en Indre-et-Loire, 1940-1944*, 1993.

PESCHANSKI Denis, *La France des camps : l'internement 1938-1946*, Gallimard, 2002.

SELLIER André, *Histoire du camp de Dora*, Paris, La Découverte, 2001.

SIMSIR Bilal, *Les déportés de Malte et les allégations arméniennes*, Ankara, Ministères des Aff Etr, don André Diligent

STEEGMANN Robert, *KL-Natzweiler le Struthof et ses kommandos une nébuleuse concentrationnaire des deux côtés du Rhin*, Strasbourg, La nuée Bleue, 2005.

VARAUT Jean-Marc, *Le procès de Nuremberg*, Perrin, 2002.

WASCHMANN Nikolaus, *KL. Une histoire des camps de concentration nazi*, Lonray, nrf essais, Gallimard, 2017.

WIEVIORKA Annette, *Auschwitz, 60 ans après*, Robert Laffont, janvier 2005.

ZAMECNIK Stanislav, *C'était ça, Dachau*, Paris, Le Cherche Midi, 2003.

RÉCITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : LA DÉPORTATION

GUREME Raymond, *Interdits aux nomades*, Calmann-Lévy, 2011 X2

HOESS Rudolf, *Le commandant d'Auschwitz parle*, Paris, Editions La découverte/poche, 2005.

KOGON Eugen, LANGBEIN Hermann, RUCKERL Adalbert, *Les chambres à gaz : Secret d'Etat*, Paris, Les Editions de Minuit, 1984.

ROUSSET David, *L'univers concentrationnaire*, Paris, Les Editions de Minuit, 1965.

QUESTION JUIVE

BROWNING Christopher R., *Les origines de la solution finale : l'évolution de la politique antijuive des nazis septembre 1939- mars 1942*, Paris, Les belles lettres, 2007.

BRUTMANN Tal, *Persécution et spoliations des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale*, Grenoble, PUG, 2004.

HILBERG Raul, *La destruction des Juifs d'Europe (3 tomes)*, Collection, Folio Histoire, Edition Gallimard, 2006.

LEVY Claude, TILLARD Paul, *La grande raffle du Vel d'hiv*, Robert Laffont, 1967.

MARRUS M. R., PAXTON R. O., *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, 1981.

POZNANSKI Renée, *Propagande et persécutions : la Résistance et le « problème juif » 1940-1944*, Fayard, 2008.

RAJSFUS Maurice, *Des Juifs dans la collaboration, L'U.G.I.F. 1941-1944*, Edition 1980, Fond André Diligent.

TERNON Yves, *Génocide, anatomie d'un crime*, Paris, Armand Colin, 2016

WIEVIORKA Annette, *Déportation et génocide, entre la mémoire et l'oubli*, Pluriel, 2003.

RÉCITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : LA QUESTION JUIVE

EDELMAN Marek, KRALL Hanna, *Mémoires de Ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insurrection raconte*, Editions du Scribe, 1983.

GANIER Raymond-Philippe, *Une certaine France, l'antisémitisme 1940-1944*, Baland, 1975.

KLEE Ernst, DRESSEN Willy, RIESS Volker, *Pour eux « c'était le bon temps »*, la vie ordinaire des bourreaux nazis, Plon, 1990.

NORD /BELGIQUE

ACTES DU COLLOQUE, Bondues, janvier 2014, *L'épuration en Belgique et dans la zone interdite (1944-1949)*, IRHIS – Lille 3, 2016

Fort de Breendonk, édité par le Conseil d'Administration du Mémorial National du Fort de Breendonk, 4ème édition 1942-1944 Drancy-Auschwitz : juifs de Belgique déportés via la France, Bruxelles, Kasern Dossin et Mémorial de la Shoah, 2015.

CELERSE Grégory, *Histoire de la Gestapo : Bruxelles, Lille, Paris et Saint-Quentin*, Lille, Les Lumières de Lille, 2013.

CELERSE Grégory, *La traque des résistants nordistes*, Lille, Les Lumières de Lille, 2011.

DEJONGHE Etienne, LE MANER Yves, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, 1940-1944, Voix du Nord*, (x2), 2000.

DEJONGHE Etienne, dir. *L'Occupation en France et en Belgique 1940-1944*, Revue du Nord Hors-série collection Histoire N° 2, 1988, Fond André Diligent.

DUHEM Jacqueline, *Ascq 18944 : un massacre dans le Nord. Une affaire franco-allemande*, Les lumières de Lille, Roubaix, 2014.

DUHEM Jacqueline, *Crimes et criminels de guerre allemands : de 1940 à nos jours dans le Nord-Pas de Calais*, Les Lumières de Lille, Gent 2016.

FAUQUETTE Alexandre, *James Venture, ce héros ! : L'histoire exceptionnelle d'un résistant et déporté du Train de Loos*, Loos, 2010.

FICHAUX Jean-Claude, *Les prisons d'Arras et*

les hommes, Les Editions Nord avril, 2010.

FOSSIER Jean-Marie, *Zone Interdite, mai 1940-mai 1945*, Editions Sociales, 1977.

HOUDART Marcel, *Des Noeuxois dans la Résistance et la Déportation « Ceux du Train de Loos »*.

LE CORNU Jean, *Tant qu'il en restera un ... Histoire de Maurice Reisdorff, douanier de Vieux-Condé résistant et déporté*, Aubagne, Editions de la Revie, 2017.

LE MANER Yves, préface Annette WIEVIORKA, *Le Train de Loos, le grand drame de la déportation dans le Nord-Pas-de-Calais*, 2003.

LE MANER Yves, THIERY Laurent, *Fusillés et déportés du Nord Pas de Calais 1939-1945*, La Voix du Nord, 2005.

MARIOT Nicolas et ZALC Claire, *Face à la persécution : 991 juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010.

MOCQ Jean-Marie, *Ascq, 1er Avril 1944, La longue marche du souvenir*, Edition des beffrois, 1984.

MOCQ J. M. (Docteur), *Ascq 1944, la nuit la plus longue*, Actica Editions, 1971.

MOCQ J.M., *La 12. SS Panzer-Division Massacre Ascq Cité martyre*, Editions Heimdal, 1994, don André Diligent.

MORTREUX Louis, *Cuinchy, Les années sombres de la guerre 1940-1944*, Littéra 1996.

ODDONE Patrick, *Un drame de la résistance dunkerquoise, le démantèlement de la branche Nord du réseau « Alliance » et l'exécution des résistants rosendaéliens, Louis Herbeaux, Abbé René Bonpain, Jules Lanery*, Punch Editions, 2003.

OUTTERYCK Pierre, *Au camarade Maire Joseph Hentgès, ouvrier communiste résistants*, Coll. Parcours d'Histoire, Lille, Geai Bleu éditions, 2014.

OUTTERYCK Pierre, *D'Avion à Sachsenhausen : pour que cela ne se reproduise plus !*, Lille, Geai Bleu éditions.

OUTTERYCK Pierre, *Mai-Juin 1941 100 000 mineurs en grève*, Lille, Geai Bleu éditions, 2016.

POUILLE Jean, *Vae Victis, Journal d'un jeune Armentiérois pris dans la tourmente de la Seconde Guerre Mondiale*, 2003, 2 tomes.

ROUSSEL Mickaël, *Sans oublier nos frères : mémoires de déportés du Nord-Pas de Calais*, Tours, Editions Sutton, 2016.

III^{ème} REICH

ARNAUD Patrice & THEOFILAKIS Fabien, *Gestapo & polices allemandes : France, Europe de l'ouest 1939-1945*, Paris, CNRS Editions, 2017.

CHAPOUTOT Johann, *La loi du sang : penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.

CHAPOUTOT Johann, *La révolution culturelle nazie*, Paris, Editions Gallimard, 2017.

CHAPOUTOT Johann et INGRAO Christian, *Hitler*, Paris, PUF, 2018.

DELARUE Jacques, *Histoire de la Gestapo*, Saint-Clair 1975

DESROCHES Alain, *La Gestapo*, Vecchi, 1972.

EISMANN Gael et MARTENS Stefan, *Occupation et répression militaire allemandes 1939-1945 : la politique du maintien de l'ordre en Europe occupée*, Collection Mémoires/Histoire, 2007.

INGRAO Christian, *La promesse de l'est : espérance nazie et génocide 1939-1945*, Paris, Seuil, 2016.

IRVING David, *Rudolf Hess, les années inconnues du dauphin d'Hitler*, Albin Michel, 1988.

KERSHAW Ian, *La fin. Allemagne 1944-1945*, Edition Le Seuil, 2012.

LELEU Jean-Luc, *La Waffen SS : soldats politiques en guerre*, Perrin, 2007.

REIDER Frédéric, *La Waffen*, La Pensée Moderne, 1975.

REIDER Frédéric, *L'ordre SS*, La Pensée Moderne, 1975.

REILE O. (Colonel), *L'Abwehr : Le contre-espionnage allemand en France de 1935 à 1945*, France Empire, 1970.

RECITS-TÉMOIGNAGES-ROMANS : DIVERS DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France. Tome 1 : L'Empire de Monsieur Joseph*, Grenoble, Glénat, 2007.

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France. Tome 2 : Le vol noir des corbeaux*, Grenoble, Glénat, 2008.

NURY et VALLEE, *Il était une fois en France. Tome 3 : Honneur et Police*, Grenoble, Glénat, 2009.

DOIZY Guillaume et HOUDRE Jacky, *Bêtes de pouvoir : caricatures du XVIème siècle à nos jours*, Paris, Nouveau monde, septembre 2010.

RÉPRESSIONS ET DÉPORTATIONS EN FRANCE ET EN EUROPE

ESPACES ET HISTOIRE

39

45

#PLANIFICATION

#CLASSIFICATION

#COLLABORATION

#INCARCERATION

#DELATION

#ARRESTATION

#EXECUTION

#DEPORTATION